

Crise nucléaire nord-coréenne : un miroir des représentations mentales européennes

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005), de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006), co-auteur de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (Institut Thomas More/DAS, ed. Unicomm, 2008).

Le 5 avril 2009, au prétexte de mettre sur orbite un satellite, la Corée du Nord a lancé une puissante fusée balistique et défié une fois de plus la « communauté internationale ». Aucun des Etats européens n'est partie prenante des négociations sur le nucléaire nord-coréen et leur responsabilité n'est donc pas directement engagée. Pourtant, il serait erroné de voir dans cette affaire un lointain dossier extrême-oriental, sans impact pour les confins occidentaux de l'ensemble spatial euro-asiatique. Outre le fait que Pyongyang est un proliférateur actif – de l'Asie de l'Est et du Sud jusqu'au Moyen-Orient –, les méthodes privilégiées par les Européens sont remises en cause sur ce théâtre géopolitique. Qu'il s'agisse de la Corée du Nord ou de l'Iran, l'apaisement rhétorique, le multilatéralisme tous azimuts et le « tout-diplomatique » ne suffiront pas à assurer la paix et la sécurité des nations. Le monde n'est pas un simple objet de discours et le « Politique », au sens le plus noble du terme, doit être pris au sérieux.

On April 5, 2009, North Korea launched a powerful ballistic rocket and alleged as a pretext its will to put a satellite into orbit. North Korea so challenged once more the "International Community". Any of the European States is entered into the North-Korean nuclear negotiation and their responsibility is so not directly involved. However, it would be mistaken to see this affair as a remote Far-Eastern case, without any impact for the Westerner confines of the Euro-Asiatic spatial set. In addition to the fact that Pyongyang is a major actor of proliferation– from East and South Asia until the Middle-East -, the preferred Europe's methods are challenged on this geopolitical theatre. Whether North Korea or Iran, rhetorical appeasement, multilateralism tous azimuts and "only-diplomacy" will not be enough for insuring peace and security among nations. The world is not a mere subject of speech and Politics, in the noblest sense of this word, must be taken seriously.

« Si toutes les valeurs sont relatives, alors le cannibalisme est une affaire de goût. »

Leo Strauss

Depuis l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis, les observateurs n'en finissent pas de découvrir la politique dite de « la main tendue », un cocktail de bonnes intentions et de « signes forts » qui permettrait de résoudre les problèmes internationaux dont la persistance (jusqu' alors) s'expliquerait par l'idiosyncrasie de l'ancien président américain et les insuffisances intellectuelles des « néo-conservateurs » (1). Dans l'accueil enthousiaste réservé à une diplomatie américaine qui cherche ses marques, on peut voir la retombée d'une illusion moderne et donc passablement vieillie : l'illusion d'une forme de « politique nouvelle » à même d'abolir les conditions naturelles de la politique, à savoir le conflit et la lutte pour le pouvoir, au cœur des hommes et des collectivités qu'ils forment. Tout au plus l'historicisme marxiste et l'économisme des tenants de la raison utilitaire se sont-ils effacés au bénéfice d'une approche psychothérapeutique des relations internationales (si l'on en croit le vocabulaire en usage dans les communiqués officiels et les commentaires).

D'emblée, il faut donc rappeler que le « Politique », appréhendé en son essence, a pour finalité la concorde intérieure et la sécurité extérieure de la collectivité prise en charge. Cette activité requiert largeur de vues, résolution morale et identification de l'ennemi, défini comme la conjugaison d'une intention hostile et de capacités militaires à même de la traduire en actes. C'est avec l'ennemi (« *hostis* ») que l'on fait la guerre et conclut la paix. A cet égard, il faut sans cesse conserver à l'esprit la forte vérité énoncée par Julien Freund : « *Je ne me laisserai pas de répéter que ce n'est pas moi qui désigne l'ennemi, mais que c'est l'ennemi qui me désigne. S'il veut que je sois son ennemi, je le suis, en dépit de toutes mes genuflexions, courbettes et autres*

protestations de bienveillante compréhension. Au contraire, il portera ces manifestations au débit de mes faiblesses. A la différence des idées, les expériences ne se laissent pas conceptualiser avant d'être vécues » (2). Dans la crise nucléaire nord-coréenne comme dans celle qui se noue autour du programme iranien d'enrichissement de l'uranium, la rhétorique du respect mutuel et les manœuvres diplomatiques ne pourront dissimuler bien longtemps l'épreuve de force et suspendre la décision politique.

Le révélateur nord-coréen

Si l'on considère le cas iranien, la bonne volonté de Barack Obama et la perspective de négociations directes entre Washington et Téhéran, sur les questions nucléaires et celles liées à la stabilisation de l'Afghanistan, ont reçu un accueil mitigé. Le 2 février 2009, l'Iran a de surcroît mis sur orbite un satellite avec un lanceur national (le *Safir-2*), témoignant ainsi des performances balistiques que les ingénieurs d'armement iraniens maîtrisent aujourd'hui, en dépit des assertions de nombreux experts et observateurs occidentaux. Dans le cas de la Corée du Nord, la situation s'est notoirement dégradée depuis l'élection de Barack Obama. Après avoir remis en cause les mesures de dénucléarisation adoptées dans les deux dernières années du second mandat de Georges W. Bush, Pyongyang a dénoncé l'ensemble des accords conclus avec Séoul (31 janvier 2009), accroissant ainsi les pressions sur le frère-ennemi sud-coréen (3). Comme à l'accoutumée, d'aucuns ont expliqué qu'il s'agissait là d'une simple gesticulation destinée à focaliser l'attention des Etats-Unis sur la Corée du Nord. Le 5 avril 2009, Pyongyang a procédé à l'essai d'un puissant lanceur balistique, au prétexte de mettre sur orbite un satellite, faisant montre à son tour de ses capacités balistiques (un tel lanceur serait susceptible de frapper l'Alaska ou les îles Hawaï).

Ce tir nord-coréen, condamné du bout des lèvres par la Chine et la Russie, est une provocation à l'encontre de Barack Obama qui, le jour même, prononçait à Prague un important discours dans lequel il exposait sa vision d'un monde post-nucléaire. En dépit des avertissements américains, Pyongyang a une nouvelle fois défié la « communauté internationale », plus précisément les Occidentaux et ce trois ans après avoir fait exploser une première charge nucléaire (16 octobre 2006). Dans la foulée, la Corée du Nord a répliqué à l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution (non coercitive) qui condamne ce tir, le 13 avril 2009, en quittant les négociations « à six » (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Russie). Le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a annoncé que Pyongyang allait reprendre son programme de production de plutonium (4). Les optimistes invétérés voudraient que cette décision ne ferme pas la porte au « dialogue » mais la Corée du Nord est familière de la tactique du « deux pas en avant, un pas en arrière ». En quelques jours, les maigres et fragiles acquis de plusieurs années de négociations ardues ont été remis en cause.

A lire entre les lignes les commentaires de certains observateurs, il semblerait que les Etats-Unis et leurs plus proches alliés, pour éviter le pire, devraient dans un proche avenir accepter des concessions supplémentaires. Céder au chantage et payer tribut à des « pouvoirs de nuisance » seraient donc la nouvelle grammaire du « monde multipolaire », un temps présenté comme plus stable et équitable que le « monde unipolaire » de l'après-1989. Comme le souligne Thérèse Delpech, « *l'essai balistique nord-coréen (...) est un retour au principe de réalité, bien compris comme tel par le président des Etats-Unis. C'est le principe qui doit guider les bonnes politiques* » (5). Ce principe vaut aussi pour les Européens, trop longtemps enclins à un discours lénifiant sur le *Soft Power*, le dépassement des politiques de puissance et la disparition de la dialectique ami-ennemi dans un « *brave new world* » multipolaire et onusien. La crise nucléaire nord-coréenne appelle l'attention sur l'inquiétante réalité des phénomènes de prolifération, la nature tyrannique des régimes en cause et la nécessité de stratégies de contre-prolifération en plus des efforts diplomatiques unilatéraux et multilatéraux.

Les ambitions nucléaires de la Corée du Nord

Atteints du syndrome de « la société du spectacle », certains observateurs s'efforcent de nier les risques et menaces liés à la prolifération des armes de destruction massive. Ils mettent en œuvre de pseudo-analyses virtualistes et déréalisantes pour expliquer que les gouvernants des Etats-Unis s'inventeraient des ennemis pour justifier le financement du complexe militaro-industriel et le déploiement d'une politique de prédation d'envergure planétaire. Sur un mode mineur, il était de règle, voici encore quelques semaines, de mettre en doute les capacités balistiques nord-coréennes et de pratiquer l'hypercriticisme vis-à-vis des éléments

d'information communiqués par les services occidentaux. Le cas nord-coréen impose un retour aux faits politiques, historiques et militaires. La Corée du Nord est un acteur majeur de la prolifération, tant horizontale que verticale, et ce depuis de trop longues années. A bien des égards, ses pratiques internationales battent en brèche les règles de juste conduite qui sous-tendent les régimes juridiques internationaux, ce qui suffirait à légitimer l'expression de « *Rogue State* » (sans même parler des pratiques intérieures de ce régime-bunker, au centre d'un vaste système concentrationnaire).

Le régime communiste nord-coréen a été instauré en 1948, avec pour base territoriale la zone d'occupation soviétique que Staline s'était assurée dans la partie septentrionale de la péninsule. Après que la coalition américano-occidentale (avec un mandat des Nations unies) a repoussé l'agression militaire déclenchée par Kim Il-sung (guerre de Corée, 1950-1953), le régime nord-coréen ne tarde pas à s'engager dans une logique de prolifération (voir Chronologie indicative en annexe). Dès 1958, un premier laboratoire nucléaire expérimental est construit à Yongbyon, noyau d'un vaste complexe qui regroupe aujourd'hui l'essentiel des installations atomiques nord-coréennes, dont un réacteur nucléaire de cinq mégawatts (6). L'effort porte avant tout sur la filière du plutonium et, depuis bientôt vingt-cinq ans, un réacteur de retraitement de ce matériau est opérationnel (1986). La première crise nucléaire est ouverte en 1992, lorsque les inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) découvrent que la Corée du Nord contourne le TNP (7). Cédant au chantage, l'Administration Clinton négocie un accord selon lequel Pyongyang gèlerait la production de plutonium, sous contrôle de l'AIEA, moyennant d'importantes contreparties. Les Etats-Unis s'engagent à lever leur embargo et livrer annuellement des centaines de milliers de tonnes de pétrole à la Corée du Nord ; un consortium international est censé fournir à ce pays deux centrales nucléaires civiles, principalement financées par le Japon et la Corée du Sud.

En visite à Séoul le 20 février dernier, le secrétaire d'Etat américain, Hillary Clinton, a dressé l'éloge de cet accord négocié sous la présidence de son époux. Il faut pourtant se défier des reconstructions *a posteriori*. En 1994, les Etats-Unis et leurs alliés de l'Asie maritime, semblent persuadés que le régime nord-coréen est à l'agonie, à l'instar de son fondateur (8). L'essentiel est de gagner du temps et de préparer le terrain diplomatique d'une future réunification de la péninsule coréenne, perçue comme s'inscrivant dans une philosophie de l'Histoire linéaire et progressiste (la chute du mur de Berlin a réactivé l'historicisme libéral-démocratique). Très vite, le processus de dénucléarisation montre ses limites et il appert que Pyongyang mène un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium, envers et contre les obligations contractées sur le plan international. Cette marche forcée vers le nucléaire militaire, à laquelle la population est sacrifiée, provoque une famine qui aurait causé au moins un million de morts. Le 31 août 1998, Pyongyang teste un missile balistique (le Taeopodong I) au dessus de l'archipel japonais, cet essai suscitant l'inquiétude des responsables américains et de leurs alliés régionaux. A l'évidence, l'accord de 1994 est dépassé par les événements (pour dire le moins).

L'échec de la diplomatie

Les attentats islamo-terroristes du 11 septembre 2001 modifient les schémas de perception de la prolifération des ADM (armes de destruction massive), déjà inquiétante par elle-même, et l'on redoute de nouvelles connexions meurtrières entre « *Rogue States* » et mouvements terroristes. Le 29 janvier 2002, George W. Bush identifie donc le régime nord-coréen comme l'une des entités qui constituent l'« axe du mal », aux côtés de l'Irak baasiste et de l'Iran islamiste. Le 16 octobre 2002, Washington annonce considérer comme « *caduc* » l'accord de 1994, la partie nord-coréenne n'ayant pas respecté ses obligations. Comme à l'accoutumée, il s'est trouvé de bonnes âmes pour relativiser les responsabilités du régime de Pyongyang qui, face à la politique américaine de « *regime change* », ne serait mû que par le seul instinct de conservation (9). Le 11 janvier 2003, Pyongyang se retire officiellement du TNP et accélère sa marche vers l'atome guerrier. Sous le parrainage de la Chine populaire, alliée et protectrice de la Corée du Nord, commence une série de négociations multilatérales (le groupe des « six » est mis en place courant 2003) mais l'exercice ne tarde pas à s'enliser (10). Pyongyang va de l'avant et, le 9 octobre 2006, un premier essai nucléaire nord-coréen a lieu à Hwadeari. Là encore, certains ont nuancé la portée, voire la réalité de cet essai. Aujourd'hui, il est pourtant admis que Pyongyang possède 4 ou 5 bombes nucléaires, un nombre suffisant pour exercer une politique de nuisance. Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne et adopte la résolution 1718 (14 octobre 2006) mais Pékin comme Moscou s'emploient à réduire la portée des sanctions internationales.

Bien que l'Administration Bush n'ait pas réellement envisagé la possibilité d'intervenir militairement en Corée du Nord (contrairement à l'Irak), préférant la diplomatie à la guerre préventive, les responsabilités américaines sont fréquemment mises en cause. Ce ne serait pas la volonté des dirigeants nord-coréens de se maintenir au

pouvoir, envers et contre tout, et de rançonner la « communauté internationale » qui expliqueraient la nucléarisation du régime mais l'intransigeance américaine à son encontre. Le simple fait de stigmatiser la Corée du Nord (« il est mal de dire du mal du mal ») et de ne pas confondre la diplomatie avec le débit de généralités à caractère philanthropique justifieraient le régime nord-coréen et ses pratiques. Et pourtant. Dans l'affaire nord-coréenne, les « recettes » censées dénouer le conflit, celles aujourd'hui préconisées en Iran, ont déjà été mises en œuvre, ce qui est passablement inquiétant pour la suite des événements. Le cadre des négociations multilatérales révélant vite ses insuffisances, l'Administration Bush a même accepté de négocier en bilatéral avec Pyongyang. Washington est ainsi passé de l'exigence d'un « démantèlement complet, vérifiable et irréversible » du programme nucléaire nord-coréen à une formule graduelle, avec des dates-butoir pour chacune des étapes. C'est de cette manière que les deux Etats sont parvenus à l'accord du 13 février 2007, texte de compromis dont on attendait une désescalade.

Très vite, l'application de cet accord s'est révélée difficile de par l'absence de bonne volonté de la partie nord-coréenne. A l'automne 2008, on observe une nette détérioration des relations bilatérales entre Pyongyang et Washington d'une part, Pyongyang et Séoul d'autre part. Au fur et à mesure que les relations intercoréennes se dégradent, les conflits territoriaux et autres passent à l'avant-plan (11). Les « initiés » expliquent qu'il ne s'agit là que de soubresauts provisoires, liés à l'accident cérébral de Kim Jong-il ; il faut bien que le régime nord-coréen administre la preuve de son existence politique et affirme la continuité du pouvoir. Le 31 janvier 2009, Pyongyang annule les accords précédemment signés avec les Etats-Unis et la Corée du Sud. De passage à Séoul le mois suivant, Hillary Clinton se limite à la dénonciation de « la tyrannie de la pauvreté » qui sévit en Corée du Nord (une tyrannie sans tyran, donc) et elle en appelle au « dialogue » (20 février 2009). Pyongyang renforce ses capacités militaires et annonce, le 24 février 2009, le prochain lancement d'une fusée Unha-2 (un Taepodong-2, d'une portée de 6.700 km), pour placer sur orbite un satellite de communication, à partir du site de Musudan-ri (nord-est du pays). Les Etats-Unis, les Européens, le Japon et la Corée du Sud joignent leurs efforts pour obtenir de la Corée du Nord qu'elle s'abstienne mais le tir est effectué le 5 avril 2009. Le Conseil de sécurité des Nations unies se met péniblement d'accord sur le texte d'une déclaration non-contraignante (13 avril 2009). De suite, Pyongyang annonce le retrait des négociations « à six ».

Un « Rogue State »

Il faut ici revenir sur le fait que les solutions diplomatiques préconisées sur le front de la prolifération, en Asie du Nord-Est comme au Moyen-Orient, ont été mises en échec par le régime nord-coréen. Voici une quinzaine d'années que les Etats-Unis et la « communauté internationale » négocient avec Pyongyang, les phases de durcissement succédant invariablement à de brefs épisodes d'assouplissement, et ce en vain. Au final, les puissances régionales d'Asie maritime (Corée du Sud, Japon) et leur allié américain sont confrontés à un nouvel Etat nucléaire et balistique qui dispose de capacités militaires renforcées par des moyens de destruction massive. Outre les armes nucléaires déjà en sa possession (4 à 5 bombes ?), la Corée du Nord aurait en réserve de 28 à 50 kg de plutonium, utilisables pour fabriquer de nouveaux engins. En théorie, ce stock de plutonium permettrait de fabriquer de 5 à 12 bombes supplémentaires (11). Quant à la piste de l'uranium enrichi, à l'origine de la crise de 2002, elle est attestée par le « père » de la bombe pakistanaise, Abdul Qadeer Khan, selon lequel la Corée du Nord se serait procuré des centrifugeuses sur le marché noir des équipements nucléaires. Les tenants des « prophéties auto-réalisatrices » (en guise de clef de lecture universelle) expliqueront que c'est la dénonciation des ambitions nucléaires nord-coréennes et le raidissement de Séoul ces derniers mois qui auront fait de cet Etat une puissance nucléaire ...

De surcroît, le régime nord-coréen est un acteur majeur de la prolifération horizontale - au carrefour de l'Asie orientale, de l'Asie méridionale (Pakistan) et du Moyen-Orient (Iran-Syrie) -, dans le domaine de la technologie nucléaire comme dans celui des armes balistiques. Les connexions avec le réseau d'Abdul Qadeer Khan ont été précédemment évoquées. Entre la Corée du Nord et le Pakistan, les termes de l'échange étaient les suivants : transferts de technologies balistiques contre transfert de technologies nucléaires. Il est aujourd'hui admis que la CIA était informée depuis 1998 de la fourniture par le Pakistan à la Corée du Nord des centrifugeuses nécessaires à l'enrichissement de l'uranium et quand bien même Pyongyang a-t-il privilégié la voie du plutonium, ce fait atteste de la volonté persévérante des dirigeants nord-coréens d'accéder au stade du nucléaire militaire. En contrepartie, la Corée du Nord s'est impliquée dans les programmes balistiques pakistanais ; elle l'est aussi dans les efforts similaires que l'Iran développe depuis plusieurs années (des ingénieurs nord-coréens assistaient au lancement de la fusée Safir-2, en février dernier). Enfin, le raid israélien sur des installations nord-coréennes en Syrie, en septembre 2007, a permis de lever le voile sur l'étendue des activités de ce régime. Au vrai, Pyongyang avait précédemment joué sur ce ressort pour accroître son pouvoir

de négociation ; en mai 2005, les dirigeants nord-coréens avaient tout simplement menacé de vendre des armes nucléaires aux mouvements terroristes.

Faut-il s'étonner de ces pratiques et agissements, contraires aux règles de juste conduite minimales qu'un gouvernement décent se doit de respecter, s'il entend participer à la « communauté internationale » ? L'idéologie communiste et les régimes qui s'y rattachent, à un titre ou un autre, continuant de bénéficier d'une mansuétude coupable, il n'est pas inutile de rappeler l'évidence : la Corée du Nord est placée sous la domination sans partage d'un système totalitaire et meurtrier qui n'hésite pas à affamer sa population pour que se perpétue le pouvoir d'une « tyrannie rouge » irresponsable. Comment espérer de ce système de pouvoir, aux mains d'hommes sans foi ni loi, qu'il respecte sa parole et tienne ses engagements internationaux ? Point de « *checks and balances* », d'opposition instituée et d'Etat de droit en Corée du Nord mais un théâtre d'ombres autour de Kim Jong-il et une opacité des jeux de pouvoir qui ramènerait presque la soviétologie d'antan à un aimable passe-temps. Le régime nord-coréen a su exploiter les illusions occidentales (un effondrement rapide de la Corée du Nord), les inquiétudes suscitées par la perspective d'une réunification « tambour battant » de la péninsule coréenne et les rivalités de puissances, pour pratiquer une politique d'extorsion et gagner le temps nécessaire à l'obtention de l'arme nucléaire (l'Iran est sur une trajectoire similaire).

Le nihilisme occidental

Dans ce contexte et au regard de l'état présent de la situation, on ne peut que s'étonner du retour obsessionnel des observateurs sur le discours prononcé par George W. Bush, le 29 janvier 2002, discours dans lequel le président des Etats-Unis avait évoqué l'existence d'un « axe du mal » comprenant, outre la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran (13). Si l'on en croit certaines analyses, c'est ce type de discours et sa traduction en actes par la dénonciation de l'accord de 1994 qui auraient poussé Kim Jong-il et ses proches dans leurs retranchements, les persuadant du bien-fondé de leur politique nucléaire (rappelons cependant que la Corée du Nord s'est entretemps procurée des centrifugeuses et a procédé à un essai balistique au-dessus du Japon). On ignorait les despotes et tyrans aussi sensibles au regard d'autrui. En fait, les réactions au discours du 29 janvier 2002 et sa surinterprétation, en guise d'explication des agissements de régimes malfaisants, sont particulièrement significatives des involutions au cœur des sociétés occidentales. Dans un contexte de sécularisation avancée, les sciences sociales tiennent lieu de « sociurgie » (refroidie) et elles prétendent absorber la philosophie politique et morale (voir l'œuvre de Leo Strauss et d'Eric Voegelin).

En effet, la prétention des sciences sociales à la neutralité axiologique et les développements d'une contre-culture hédoniste conjuguent leurs effets pour ériger le relativisme moral en maître étalon des problèmes de notre temps (« Tout est relatif sauf la proposition selon laquelle tout est relatif »). Conformément à la loi de Gresham, la mauvaise monnaie a chassé la bonne et le langage thérapeutique dont usent les médias (« malaise » pour mal ; « bien-être » pour bien) s'est peu à peu substitué au vocabulaire de la philosophie morale, éclipsant les mots qui permettent de penser et d'exprimer de claires références éthiques. Il nous faut donc revenir aux êtres et aux choses, au fameux discours de George W. Bush en l'occurrence. Le 29 janvier 2002, l'ancien président américain s'était bien gardé de réduire le « bien » aux limites d'un Etat séculier, inévitablement amené à recourir à la force physique pour remplir sa fonction propre (la violence est le moyen spécifique du « Politique »), mais il avait désigné comme « axe du mal » un petit nombre de régimes liberticides et meurtriers. Rien de scandaleux. De même qu'il est une théologie négative (Denys l'Aréopagite) et une épistémologie négative (Karl Popper), il existe en effet une morale négative, avec son pendant politique. Que l'on se reporte à Pascal : « *Encore que l'on ne puisse assigner le juste, on voit bien ce qui ne l'est pas* » (fragment 120). Certes, il n'existe pas ici-bas de société idéale, ou encore de régime politique idéal, mais tous les maux ne se valent pas et le caractère malfaisant du régime nord-coréen s'impose de lui-même à toute personne sensée.

Cet aveuglement devant la nature des régimes politiques et les effets qu'ils produisent, au nom des « intérêts » bien compris des « partenaires » engagés dans un commun « dialogue », renvoie l'observateur des réalités internationales au nihilisme annoncé par Nietzsche (la « mort de Dieu »). Dans cette entreprise de négation des valeurs fondamentales et de proclamation du « rien », Heidegger voyait l'ultime phase d'un oubli originaire de l'Être et l'installation d'un monde « arraisonné », mis en demeure par la techno-science. Sous l'influence de Leo Strauss et d'Eric Voegelin, toute une école de pensée conservatrice a ensuite insisté sur les développements du scientisme et du positivisme, et de certaines formes de modernité, comme l'une des sources qui alimente le nihilisme occidental. Les données de cette « dispute » philosophique dépassent les limites de la présente analyse mais l'on ne peut qu'opérer le constat suivant : le relativisme proclamé des

valeurs (masque de l'inversion des valeurs ?) aboutit au désarroi intellectuel et à la négation des menaces. Dans l'appréhension de la Corée du Nord et d'autres systèmes du même acabit, la prétention maintes fois réaffirmée de faire abstraction de la nature du régime est très certainement un handicap politique majeur, à l'origine de distorsions dans les perceptions et d'erreurs d'appréciation (14).

Les ambivalences sino-russes

Ce handicap se retrouve, en Europe plus encore qu'aux Etats-Unis, dans la perception des jeux russes et chinois vis-à-vis de la Corée du Nord. Comme dans le cas de figure iranien, Moscou et Pékin se gardent de pressions trop ouvertes sur Pyongyang et s'emploient à vider de leur contenu, en tout ou en partie, les résolutions et déclarations négociées dans le cadre des Nations unies. De fait, les sanctions internationales relèvent plus de coalitions de volontaires, avec les Etats-Unis et le Japon au premier rang, que des mécanismes internationaux institués. Le cas de la Russie est plus aisé et rapide à traiter. Moscou cherche à exploiter au mieux une situation qui lui permet de rehausser son statut de membre permanent du Conseil de sécurité et de faire valoir son rôle de « superpuissance » résiduelle (plutôt que de puissance émergente). Pour le reste, le déroulement de la crise nord-coréenne vient illustrer son peu d'influence sur le cours des choses. Le renforcement simultané des relations avec Pyongyang et Séoul n'a pas suffi à étayer la prétention de Vladimir Poutine à se poser en médiateur international entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. *A posteriori*, il semblait logique de penser que la Russie n'envisageait pas favorablement la nucléarisation de la Corée du Nord mais cette perspective est aujourd'hui un fait établi et l'essai balistique du 5 février n'a pas ébranlé la diplomatie russe. A New-York, au sein du Conseil de sécurité, la Russie s'est livrée aux tactiques dilatoires habituelles.

Comme la Russie, la Chine populaire insiste aussi sur le « droit à l'utilisation pacifique de l'espace » pour justifier la retenue dont elle a fait preuve lors des derniers rebondissements. Cela dit, Pékin est bien plus engagé que Moscou dans les jeux de puissance régionaux. Dans les années 1990, la Chine populaire redoutait une rapide réunification de la péninsule coréenne, sous l'égide de Séoul, avec une possible « remontée » du dispositif militaire américain, déployé en Corée du Sud, vers la frontière sino-coréenne. La politique chinoise a donc consisté à maintenir le *statu quo* politico-territorial et à perpétuer son alliance avec la Corée du Nord. Sans le soutien continu de Pékin, celle-ci n'aurait pu résister de telle manière aux pressions et sanctions des Etats-Unis, du Japon et de la Corée du Sud (15). Suite à l'essai nucléaire d'octobre 2006, Pékin a très ponctuellement haussé le ton et ne s'est pas opposé à la résolution 1718. La Chine populaire n'a pourtant pas tardé à joindre ses efforts à ceux de la Russie pour vider de contenu les sanctions envisagées dans le cadre des Nations unies, et la suite des événements a confirmé la préférence chinoise pour le maintien de ses positions régionales. L'argumentation selon laquelle la Chine populaire était prête à « lâcher » la Corée du Nord, pour mettre en valeur son souci de respectabilité internationale, s'est révélée vaine et creuse. L'expérience nord-coréenne devrait donc tempérer les espoirs investis dans les vertus de possibles consortiums géopolitiques régionaux, censés contribuer à la pacification de l'Afghanistan et à la sortie de la crise nucléaire iranienne ; le tout est souvent moins que la somme des parties.

De l'utilité des systèmes antimissiles

La diplomatie préventive a échoué à empêcher la Corée du Nord d'accéder à l'atome guerrier, le refoulement Pyongyang se révèle des plus aléatoires et la perspective d'un monde post-nucléaire, si elle doit être envisagée sur le plan intellectuel, semble encore lointaine (pour ne pas dire incertaine). En Asie orientale, les risques de guerre ne sont pas pris à la légère et les acteurs impliqués dans les conflits régionaux ne négligent pas l'hypothèse d'un emploi réel des armes nucléaires dans le cadre de stratégies de coercition ou de sanctuarisation agressive. De fait, la symétrie des arsenaux n'induit pas la symétrie morale et les scénarii géopolitiques doivent prendre en compte la nature des régimes aux prises, celui de la Corée du Nord en tout premier lieu, avec leur possible impact sur le déroulement des conflits régionaux. En Europe, les systèmes antimissiles sont encore décrits comme des options s'inscrivant dans des scénarios fictifs et l'on y perpétue un scepticisme obligé, comme aux grandes heures de la « destruction mutuelle assurée ». Ainsi le nouveau président américain est-il censé conjurer le spectre de George W. Bush (la *Missile Defense* est présentée comme l'une de ses lubies stratégiques). Il n'en va pas de même sur le théâtre géopolitique est-asiatique.

Au cours des journées qui ont précédé le tir balistique nord-coréen, le Japon et la Corée du Sud ont déployé un arsenal futuriste, développé depuis plusieurs années en liaison étroite avec les Etats-Unis. Le système antimissile japonais, en cours de réalisation, combine des moyens techniques d'origine américaine (croiseurs Aegis équipés de radars et de missiles, satellites d'alerte et radars antimissiles), ainsi que de moyens japonais (réseau de radars de défense antiaérienne et commandement, à capacité antimissile, satellites de renseignement), condition *sine qua non* pour que Tokyo puisse évaluer de manière autonome les menaces balistiques et engager la bataille antimissile. Le Japon a aussi fait l'acquisition de missiles Patriot PAC-3, arsenal complété par le déploiement de Patriot américains sur les bases louées aux Etats-Unis dans le cadre des accords de sécurité qui lient les deux pays. Quant à la Corée du Sud, elle est également très engagée dans le développement de systèmes antimissiles, et ce depuis le début des années 1990. Séoul a passé commande de Patriot PAC-2, composante terrestre d'un système global articulé sur des croiseurs Aegis et des missiles déployés en mer. Autre allié régional des Etats-Unis, Taiwan a parallèlement développé un système antimissile mais il s'agit là de moyens dirigés contre les moyens balistiques chinois (16).

Le retour de Calliclès

Au total, les autorités politiques et militaires des pays européens se doivent de méditer l'obstination de Pyongyang à développer un potentiel balistico-nucléaire, l'ambivalence sino-russe dans cette crise régionale et l'hyper-modernité des dispositifs déployés par les puissances au contact de la menace nord-coréenne. A l'évidence, le « tout-diplomatique » et les schémas de pensée utilitaristes ne sauraient suffire à relever ce type de défis, *a fortiori* lorsque que des régimes constitutionnels-pluralistes sont confrontés à des systèmes relevant d'autres catégories politico-morales. Les représentations et aspirations de sociétés postmodernes, éprises d'un bonheur tout terrestre et désireuses qu'on les laisse en paix, ne sont pas en adéquation avec le mental et les modes d'action de tyrans pour lesquels la force et l'impunité tiennent lieu de morale. En d'autres termes, le système international est bien plus hétérogène que la globalisation des images et des sons ne le laisse à penser et les phénomènes conflictuels font toujours partie des servitudes inhérentes à la condition humaine. Le sarcasme voltairien, la négation de l'esprit tragique et le ricanement postmoderne n'ont pas eu raison de Calliclès.

Plus concrètement, il faut être conscient du fait que l'on ne peut prétendre s'abstraire des contingences géopolitiques asiatiques, par le jeu d'une simple opération mentale, sans s'abandonner au péché d'orgueil. D'une part, une éventuelle guerre extrême-orientale générerait des effets chaotiques jusque dans les confins occidentaux de l'ensemble euro-asiatique. D'autre part, les leçons de la crise nucléaire nord-coréenne doivent être tirées, et ce alors même que les échéances se précisent en Iran. L'usage de la force militaire a certes ses limites, on insiste à l'envi sur ce point, mais il en est de même de la diplomatie de la main tendue et, le plus souvent, les grandes décisions politiques consistent à choisir le moindre de deux maux. Ce ne sont pas de pseudo-gratifications psychologiques à l'endroit de systèmes de pouvoir despotiques, quand ils ne sont pas tout simplement tyranniques, et de vagues discours sur la convergence des intérêts de tous, sous la houlette de puissances prétendument émergentes et responsables, qui permettront aux Occidentaux de relever les défis qui leur sont jetés. Les représentations mentales et géopolitiques doivent être mises en ordre, conformément au principe de réalité. Les problèmes de notre temps ne sont certainement pas solubles à la manière d'équations mathématiques mais, quand bien même le mal serait-il incurable, il nous appartient de dresser un diagnostic juste.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

- (1) Celui qui n'est pas initié aux arcanes de la politique américaine en général et de Washington en particulier a toujours le loisir de dénoncer les « néo-conservateurs » qui dans l'imaginaire des contemporains jouent le rôle qui antérieurement était celui de la Trilatérale ou encore du groupe de Bidelsberg. Certains remontent ainsi jusqu'à Cecil Rhodes et à ses *Scholarships*.
- (2) Julien Freund, *Politique et impolitique*, Sirey, 1987, p. 22.
- (3) Il s'agit du pacte de réconciliation et de non-agression (décembre 1991) et, entre autres, d'un projet d'accord sur la ligne de démarcation maritime au nord-ouest de la péninsule coréenne (octobre 2007).
- (4) En février 2007, la Corée du Nord avait conclu un accord selon lequel elle s'engageait à désactiver puis à démanteler ses installations atomiques en échange d'une assistance technico-économique et de garanties de sécurité.
- (5) Thérèse Delpech et François Heisbourg, « Penser le monde de l'après-crise » (entretien), *Le Monde*, 16 avril 2009.

- (6) Ce laboratoire expérimental est fourni par l'URSS qui forme alors quelque 300 ingénieurs nord-coréens aux technologies nucléaires civiles. Devant le refus soviétique de l'aider à accéder au nucléaire militaire, Pyongyang s'emploie très tôt à détourner le programme civil et se tourne vers le Pakistan (voir infra). La Corée du Nord dispose par ailleurs d'importantes mines d'uranium.
- (7) En 1985, la Corée du Nord a signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).
- (8) Kim Il-sung meurt le 8 juillet 1994 et c'est son fils, Kim Jong-il, qui lui succède, inaugurant ainsi la première « dynastie rouge ».
- (9) Depuis, le 1er février 2004, le Pakistanais Abdul Qadeer Khan a reconnu l'implication de son réseau dans des transferts illicites de technologie nucléaire vers la Corée du Nord.
- (10) Parallèlement Washington s'attaque aux activités financières illégales du régime nord-coréen et accuse le Banco Delta Asia de Macao de blanchir d'importantes sommes pour le compte de Pyongyang. Par voie de conséquence, 24 millions de dollars (18 millions d'euros) placés sur des comptes nord-coréens dans cette entité financière sont gelés.
- (11) C'est notamment le cas, précédemment mentionné, de la zone maritime au nord-ouest de la péninsule, à hauteur du 38e parallèle. Pyongyang ne reconnaît pas la ligne de démarcation établie par les forces américano-occidentales, suite à l'armistice de Panmunjom (juillet 1953). En 1999 et en 2002, les marines des deux Etats se sont affrontées dans cette zone. Lors d'un sommet intercoréen organisé en octobre 2007, un projet d'accord sur cette ligne de démarcation maritime et de développement en commun de la région côtière avait été présenté.
- (12) Ces chiffres sont extraits d'un rapport de l'ISIS (Institut pour la science et la sécurité internationale), un centre d'études situé à Washington, rapport publié le 20 février 2007. Ce rapport précise que Pyongyang pourrait produire de 52 à 76 kg de plutonium au cours de l'année 2008, ce qui lui permettrait de fabriquer de 8 à 17 bombes.
- (13) On se souvient que Ronald Reagan avait auparavant désigné l'URSS par l'expression d'« empire du mal » (discours d'Orlando, 8 mars 1983).
- (14) La volonté de certains pays européens, dont la France, de participer à la conférence dite de « Durban 2 », sur le racisme (Genève, 20-24 avril 2009), qui s'est heurtée à l'évidence des faits, est un cas d'école.
- (15) Après dix années de politique conciliante menée par des dirigeants de centre-gauche, la Corée du Sud a adopté une posture plus ferme ces derniers mois. Le changement est lié à l'élection d'un nouveau président, en février 2008, Lee Myung-bak (conservateur).
- (16) Pour plus de détails sur les systèmes antimissiles régionaux voir Joseph Henrotin, « Les A(T)BM en Asie. La tentation de la prolifération », *Défense et Sécurité Internationale*, hors-série n° 5, mars-avril 2009.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).

1945 – Evacuation des troupes japonaises. Partage de la péninsule coréenne en deux zones d'occupation (soviétique au nord et américaine au sud).

1948 – Formation de deux Etats coréens antagoniques de part et d'autre du 17^e parallèle nord (le « rideau de bambou »).

1950-1953 – Guerre de Corée.

1958-1959 – L'URSS fournit à la Corée du Nord un premier laboratoire expérimental, installé à Yongbion.

1985 – La Corée du Nord adhère au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)

1986 – La Corée du Nord met en activité un réacteur de retraitement du plutonium.

Février 1992 – Signature d'un pacte intercoréen de dénucléarisation. Pyongyang accepte les inspections de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

Mai 1992 – Les inspecteurs de l'AIEA constatent que Pyongyang ne respecte pas les règles du TNP.

Mars 1993 – Pyongyang annonce son retrait du TNP (la décision est suspendue en juin moyennant des garanties de sécurité).

8 juillet 1994 – Mort de Kim Il-sung, premier dirigeant de la Corée du Nord de 1949 à la date de son décès. Son fils, Kim Jon-il, lui succède.

21 octobre 1994 – Accord entre Washington et Pyongyang sur l'arrêt des recherches militaires nord-coréennes avec d'importantes contreparties (levée partielle de l'embargo américain et fournitures pluriannuelles de pétrole ; financement international de deux réacteurs nucléaires civils).

1995 – Le réseau proliférateur d'Abdul Qadeer Khan livre des centrifugeuses à la Corée du Nord (l'information est confirmée par le « père » de la bombe pakistanaise en 2004 mais la CIA a connaissance de ces faits en 1998).

31 août 1998 – La Corée du Nord tire un missile balistique au-dessus de l'archipel japonais.

26 janvier 2002 – George W. Bush inscrit la Corée du Nord dans l' « axe du mal ».

16 octobre 2002 – Washington accuse Pyongyang de poursuivre un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium et déclare « caduc » l'accord de 1994.

11 janvier 2003 – La Corée du Nord se retire du TNP.

28 août 2003 – Ouverture de négociations multilatérales « à six » (Corée du Nord et Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Chine, Russie). Les négociations tournent vite au « dialogue de sourds ».

1^{er} février 2004 – Abdul Qadeer Khan, le « père » de la bombe pakistanaise, reconnaît le transfert illicite de technologies nucléaires à la Corée du Nord (des centrifugeuses pour enrichir l'uranium).

Septembre 2005 – Gel des avoirs nord-coréens de la *Banco Delta Asia* de Macao.

10 février 2005 – Pyongyang affirme détenir l'arme nucléaire.

5 juillet 2006 – La Corée du Nord tire une salve de missiles.

15 juillet 2006 – La résolution 1695 du Conseil de sécurité des Nations unies dénonce le programme balistique nord-coréen.

9 octobre 2006 – Essai nucléaire nord-coréen à Hwadeari.

14 octobre 2006 – La résolution 1718 du Conseil de sécurité des Nations unies impose des sanctions et des restrictions en matière d'armement à la Corée du Nord.

16-18 janvier 2007 – Premières négociations bilatérales Washington-Pyongyang à Berlin.

13 février 2007 – Accord Washington-Pyongyang selon lequel la Corée du Nord renonce à ses installations nucléaires (fermeture de la centrale de Yongbion) moyennant diverses contreparties. Washington parle de « démantèlement », Pyongyang de « désactivation ».

20 février 2009 – En visite à Séoul, le secrétaire d'Etat américain, Hillary Clinton, souligne la nécessité de définir une nouvelle stratégie vis-à-vis de la Corée du Nord et dénonce la « tyrannie de la pauvreté ».

5 avril 2009 – Essai balistique nord-coréen (un Taepodong-2) sous la forme d'un lancement spatial.

13 avril 2009 – Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne ce tir balistique (sous la forme d'une déclaration non-contraignante). La Corée du Nord annonce qu'elle se retire des négociations « à six ».